

## Chapitre 1

### LOI N° 6 DE 2010-2011 SUR LES CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES (FONCTIONNEMENT ET ENTRETIEN) (Sanctionnée le 8 mars 2012)

Attendu qu'il appert du message de la commissaire et du budget des dépenses qui l'accompagne que les montants indiqués à l'annexe de la présente loi sont nécessaires pour payer les dépenses de fonctionnement et d'entretien du gouvernement du Nunavut et à d'autres fins s'y rattachant, afférentes à l'exercice se terminant le 31 mars 2011,

la commissaire du Nunavut, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative, édicte :

#### Définitions

1. Les définitions figurant à l'article 1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* s'appliquent à la présente loi.

#### Champ d'application

2. La présente loi s'applique à l'exercice se terminant le 31 mars 2011.

#### Crédits supplémentaires

3. Sont imputés au Trésor, en conformité avec la *Loi sur la gestion des finances publiques*, outre les montants autorisés par la *Loi de crédits pour 2010-2011 (fonctionnement et entretien)*, la *Loi n° 1 de 2010-2011 sur les crédits supplémentaires (fonctionnement et entretien)*, la *Loi n° 2 de 2010-2011 sur les crédits supplémentaires (fonctionnement et entretien)*, la *Loi n° 3 de 2010-2011 sur les crédits supplémentaires (fonctionnement et entretien)*, la *Loi n° 4 de 2010-2011 sur les crédits supplémentaires (fonctionnement et entretien)* et la *Loi n° 5 de 2010-2011 sur les crédits supplémentaires (fonctionnement et entretien)*, les montants indiqués en tant que crédits supplémentaires pour les postes qui figurent à l'annexe.

#### Application des crédits

4. Peuvent être dépensés uniquement pour payer les dépenses de fonctionnement et d'entretien du gouvernement du Nunavut et à d'autres fins s'y rattachant, en conformité avec l'annexe, les montants indiqués en tant que crédits supplémentaires pour les postes qui figurent à l'annexe.

#### Péremption des crédits non utilisés

5. Sous réserve des articles 36 et 37 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, l'autorisation que prévoit la présente loi de dépenser les montants indiqués pour les postes qui figurent à l'annexe expire le 31 mars 2011.

#### Inscription aux comptes publics

6. Les montants dépensés au titre de la présente loi doivent être inscrits aux comptes publics, en conformité avec les articles 72 et 73 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

**Entrée en vigueur**

**7. La présente loi est réputée être entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2010.**

ANNEXE

CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES AFFECTÉS À L'EXERCICE  
SE TERMINANT LE 31 MARS 2011

**CRÉDIT N° 1 : FONCTIONNEMENT ET ENTRETIEN**

<u>POSTE</u> <u>N°</u>	<u>OBJET</u>	<u>MONTANT</u>
1.	Justice	77 000 \$
	<b>FONCTIONNEMENT ET ENTRETIEN : TOTAL</b>	<b><u>77 000 \$</u></b>
	<b>CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES : TOTAL</b>	<b><u>77 000 \$</u></b>